

L'étude officielle des ovnis par le Pentagone

via la loi

National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2022

approuvée par le Congrès américain
d'abord par la Chambre des Représentants
(H.R.4350 - 117th Congress) le 3 décembre 2021
puis par le Sénat (S.1605) le 15 décembre 2021.
Tous les amendements sont désormais figés et validés.
Le texte est sur le bureau de Joe Biden pour signature finale.

TRADUCTION FRANÇAISE DU TEXTE DE LOI

PRÉAMBULE

La *Loi d'autorisation de la Défense nationale* est votée annuellement par le Congrès américain pour l'année fiscale suivante. Elle permet au gouvernement fédéral d'établir le budget et les dépenses du département de la Défense (le DoD, plus connu comme le *Pentagone*). La Loi d'autorisation de la Défense nationale pour l'année fiscale 2022 (NDAA FY 2022) est dotée d'une provision de 778 milliards de dollars permettant de couvrir les dépenses annuelles à venir relatives à la sécurité nationale des USA.

Ce très long document contient notamment, à la section n° 1683, l'amendement Gillibrand¹ dans une version quasiment non retouchée par rapport à sa proposition initiale. Cet amendement pose les règles de la création d'un bureau fédéral chargé de l'étude officielle des phénomènes aérospatiaux non-identifiés, en anglais "UAP" ou en français "PAN", qui restent plus connus dans le grand public sous leur dénomination de "UFO", en français "OVNI", les objets volants non identifiés. Ce bureau est placé sous l'égide commune du secrétaire à la Défense et du directeur national du renseignement (le DNI) et remplace l'*Unidentified Aerial Phenomena Task Force* (UAPTF) qui était composée jusqu'ici de quelques membres du service de renseignement de l'US Navy.

Ce "bureau" officiel du Pentagone (qui n'a pas encore de nom) bénéficiera d'un financement conséquent et de prérogatives plus étendues que son prédécesseur, mais aussi d'obligations de résultats plus ambitieuses, tout en étant monitoré régulièrement par le Congrès. Cette loi fait du mois de décembre 2021 un jalon important dans ce que certains appellent le "processus de divulgation" après très exactement quatre ans de remous dans le milieu, puisque c'est en décembre 2017 que le *New York Times* révéla l'existence d'une unité militaire secrète chargée d'enquêter sur ces anomalies, suivie par la fuite de plusieurs vidéos prises par des pilotes de chasse, assorties de leurs témoignages stupéfiants dans les médias. La création qui s'en était suivie de l'*UAP Task Force* par l'US Navy avait abouti à la remise au Congrès d'un rapport officiel à l'été 2021, dans lequel il est stipulé que 143 cas étudiés (sur 144) n'ont pu être identifiés après investigations².

Le rapport de l'UAPTF conclut cependant en la matérialité du phénomène mais sans pouvoir en définir son origine, tout en admettant que les performances aérodynamiques mesurées semblent inexplicables en l'état actuel de nos connaissances scientifiques. Suite à cette conclusion extraordinaire faisant néanmoins l'effet d'une douche froide par les questions sans

¹ Également dénommé "amendement Gillibrand-Rubio" car la proposition initiale de la sénatrice démocrate de l'État de New York, Kirsten Gillibrand, a reçu un soutien bipartisan avec notamment l'appui du sénateur républicain de Floride, Marco Rubio. Voir gillibrand.senate.gov/about et rubio.senate.gov

² <https://www.dni.gov/files/ODNI/documents/assessments/Preliminary-Assessment-UAP-20210625.pdf>

réponses qu'elle suscite, et dans un contexte de tension accrue des USA vis-à-vis notamment de la Chine et de la Russie, l'amendement Gillibrand vise à doter le Pentagone de tous les moyens nécessaires pour permettre enfin l'identification certaine de ces objets qui violent régulièrement l'espace aérien américain en toute impunité. Le texte fait également en sorte que les conclusions à venir, bien que sans doute classifiées pour la plupart pour des raisons évidentes de sécurité nationale, soient bien transmises au Congrès ; et les financements alloués, correctement utilisés à cet effet. Le but est d'éviter que des informations cruciales ne soient soustraites au Congrès et des fonds, détournés.

Il est à noter à ce sujet qu'une faction au sein du Pentagone a tenté jusqu'au dernier moment de compromettre l'amendement Gillibrand en rendant celui-ci "en apparence inutile" par l'annonce surprise du remplacement de l'*UAP Task Force* au pied levé – juste après que la sénatrice ait annoncé publiquement son projet – par un nouveau bureau "plus musclé" chargé d'identifier ces phénomènes, portant le doux nom de AOIMSG³, placé au sein du ministère de la Défense sous la juridiction de l'OUSD(I&S)⁴... organisme connu pour son hostilité face à toute étude ou discussion sur le phénomène ovni, pour diverses raisons idéologiques et notamment religieuses ! L'AOIMSG s'affranchissait en outre dans ses statuts de la majorité des cas en restreignant ses investigations aux futures observations par du personnel militaire survenant dans l'espace aérien militarisé américain uniquement, à l'exclusion de l'espace aérien civil, et des espaces militaires et civils spatiaux, terrestres, maritimes et sous-marins ; tout en se passant de tout contrôle en retour de la part du Congrès...

La tentative de sabotage a finalement échoué, d'une part grâce à la caisse de résonance des réseaux sociaux qui a forcé les médias mainstream US à reconsidérer la publicité superficielle qu'ils avaient initialement faite de cette annonce, pour en souligner finalement les points d'ombre ; et d'autre part parce que les organismes en question font davantage profil bas, étant toujours sous le coup de deux enquêtes internes de l'inspecteur général du Pentagone, saisi par des membres du Congrès pour obstruction caractérisée envers l'UAPTF et destruction de preuves collectées par le responsable du groupe d'étude précédent. L'amendement Gillibrand a ainsi pu gagner un plus large soutien bipartisan, suivre son cours et passer la législation avec succès. Néanmoins, le lobby militaire auprès des Représentants & Sénateurs a eu raison de deux propositions-phares de l'amendement Gillibrand initial :

- Le nom du bureau proposé par la Sénatrice, le pourtant bien nommé "ASTRO" (*Anomaly Surveillance, Tracking and Resolution Office*, en français le "Bureau de la surveillance, du suivi et de la résolution des anomalies") qui n'a donc pas survécu dans le texte final. La question se pose désormais de savoir si les gratte-papiers du Pentagone trouveront, en remplacement de l'ASTRO, un nom aussi imprononçable et difficilement mémorisable que leur "AOIMSG".
- La véritable proposition-clé de l'amendement Gillibrand résidait à l'origine en la création, en accompagnement de l'ASTRO, d'un comité scientifique indépendant issu du civil (avec une vingtaine de membres, scientifiques universitaires, ou issus d'organismes fédéraux tels que l'aviation civile, la NASA...) dénommé "ATPAC" (*Aerial and Transmedium Phenomenon Advisory Committee*, en français "Comité consultatif sur les phénomènes aériens et transmédiums") ayant accès aux documents classifiés de l'armée pour les étudier, tenter de comprendre le fonctionnement de ces appareils, et émettre des préconisations. Mais l'État-Major a fait valoir que rendre ses données sensibles libres d'accès à des civils pourrait mettre en péril la sûreté nationale : exit l'ATPAC, malheureusement.

Pour le reste, la partie de cette législation relative aux ovnis est historique. Découvrons-la en détails grâce à la traduction française de la section n° 1683.

³ *Airborne Object Identification & Management Synchronization Group*, en français "Groupe de synchronisation de l'identification et de la gestion des objets aériens". <https://www.defense.gov/News/Releases/Release/Article/2853121/dod-announces-the-establishment-of-the-airborne-object-identification-and-manag/>

⁴ *Office of the Under Secretary of Defense for Intelligence & Security*. En français : le "Bureau du secrétaire adjoint à la Défense chargé du renseignement et de la sécurité". <https://ousdi.defense.gov>

TRADUCTION DE LA SECTION 1683

Division A — Autorisations du Département de la Défense.

TITRE XVI — ACTIVITÉS SPATIALES, PROGRAMMES STRATÉGIQUES ET QUESTIONS SUR LE RENSEIGNEMENT

Sous-titre E — Autres sujets

Sec. 1683. Création d'un bureau, d'une structure organisationnelle et d'une autorité pour traiter les phénomènes aériens non identifiés.

- (a) **Établissement du Bureau.**—Au plus tard 180 jours après la date de promulgation de la présente loi, le secrétaire à la Défense, en coordination avec le directeur du renseignement national (DNI), doit créer un Bureau dédié, au sein d'une composante du Bureau du secrétaire à la Défense (OSD), ou au sein d'une organisation conjointe du département de la Défense (DoD) et du Bureau du directeur du renseignement national (ODNI), afin de remplir les fonctions du Groupe de travail sur les phénomènes aériens non identifiés (UAPTF), tel qu'il était en vigueur le jour précédant la date de promulgation de la présente loi, et toutes autres fonctions requises par la présente section.
- (b) **Fonctions.**—Les fonctions du Bureau établi en vertu de la sous-section (a) sont notamment les suivantes :
- (1) Élaborer des procédures pour synchroniser et normaliser la collecte, le signalement et l'analyse des incidents, y compris les effets physiologiques indésirables, concernant les phénomènes aériens non identifiés au sein du département de la Défense et de la communauté du renseignement.
 - (2) Développer des processus et des procédures afin de s'assurer que ces incidents, depuis chaque composante du département jusqu'à chaque élément de la communauté du renseignement, soient signalés et intégrés dans une base commune centralisée.
 - (3) Établir des procédures exigeant le signalement sans délai et cohérent de tels incidents.
 - (4) Évaluer les liens éventuels entre les phénomènes aériens non identifiés et des gouvernements étrangers adverses, d'autres gouvernements étrangers ou des acteurs non étatiques.
 - (5) Évaluer la menace que de tels incidents représentent pour les États-Unis.
 - (6) Coordonner les autres départements et agences du gouvernement fédéral, le cas échéant, notamment l'administration de l'aviation civile (FAA), l'administration nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA), le département de la Sécurité intérieure (DHS), l'agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA) et le département de l'énergie (DoE).
 - (7) Coordonner les alliés et les partenaires des États-Unis, le cas échéant, afin de mieux évaluer la nature et l'ampleur des phénomènes aériens non identifiés.
 - (8) Préparer des rapports pour le Congrès, sous forme classifiée et non classifiée, y compris en vertu de la sous-section (i).

(c) **Réaction et enquêtes de terrain sur les phénomènes aériens non identifiés.**—

- (1) **Désignation.**—Le secrétaire, en coordination avec le directeur, désigne une ou plusieurs organisations hiérarchiques au sein du département de la Défense et de la communauté du renseignement possédant l'expertise, l'autorité, les accès, les données, les systèmes, les plates-formes et les capacités appropriés permettant une réaction rapide aux incidents impliquant des phénomènes aériens non identifiés, et des enquêtes sur le terrain, sous la direction du chef du bureau établi en vertu de la sous-section (a).
- (2) **Capacité de réaction.**—Le secrétaire, en coordination avec le directeur, doit s'assurer que chaque organisation hiérarchique désignée en vertu du paragraphe (1) dispose d'un personnel adéquat doté de l'expertise, de l'équipement, des moyens de transport et des autres ressources nécessaires permettant une réaction rapide aux incidents ou aux schémas-types d'observations impliquant des phénomènes aériens non identifiés dont le Bureau a pris connaissance.

(d) **Analyses scientifiques, technologiques et opérationnelles des données sur les phénomènes aériens non identifiés.**—

- (1) **Désignation.**—Le secrétaire, en coordination avec le directeur, désigne une ou plusieurs organisations hiérarchiques qui seront principalement responsables de l'analyse scientifique, technique et opérationnelle des données recueillies par les enquêtes sur le terrain menées en vertu de la sous-section (c) et des données provenant d'autres sources, notamment en ce qui concerne les essais de matériaux, les études médicales et le développement de modèles théoriques, afin de mieux comprendre et expliquer les phénomènes aériens non identifiés.
- (2) **Pouvoirs.**—Le secrétaire et le directeur émettront chacun les directives nécessaires pour garantir que chaque organisation hiérarchique désignée en vertu du paragraphe (1) soit habilitée à faire appel à l'expertise particulière de personnes extérieures au gouvernement fédéral possédant les habilitations de sécurité appropriées.

(e) **Données ; collecte de renseignements.**—

- (1) **Disponibilité des données et rapports sur les phénomènes aériens non identifiés.**—Le directeur et le secrétaire veillent chacun, en coordination l'un avec l'autre, à ce que—
 - (A) chaque élément de la communauté du renseignement, disposant de données relatives à des phénomènes aériens non identifiés, mette immédiatement ces données à la disposition du Bureau établi en vertu de la sous-section (a) ou de toute entité désignée par le secrétaire et le directeur pour recevoir ces données ; et que
 - (B) le personnel militaire et civil du département de la Défense ou d'un élément de la communauté du renseignement, ainsi que le personnel contractuel du département ou d'un tel élément, aient accès à des procédures leur permettant de signaler directement au Bureau, ou toute entité désignée par le secrétaire et le directeur pour recevoir ces informations, les incidents ou les informations, y compris les effets physiologiques défavorables, impliquant ou associés à des phénomènes aériens non identifiés.
- (2) **Plan de collecte et d'analyse du renseignement.**—Le responsable du Bureau établi en vertu de la sous-section (a), agissant au nom du secrétaire à la Défense et du directeur du renseignement national, supervise l'élaboration et l'exécution d'un plan de recueil et d'analyse des données afin d'acquérir le plus de connaissances possible sur les caractéristiques techniques et opérationnelles, les origines et les intentions des phénomènes aériens non identifiés, incluant notamment le développement, l'acquisition, le déploiement et

l'exploitation des capacités techniques de collecte, nécessaires pour détecter, identifier et caractériser scientifiquement les phénomènes aériens non identifiés.

- (3) **Utilisation des ressources et des capacités.**— Lors de l'élaboration du plan prévu au paragraphe (2), le responsable du Bureau établi en vertu de la sous-section (a) doit envisager et proposer, selon ce qu'il juge approprié, l'utilisation de toute ressource, capacité, équipement ou processus du département et de la communauté du renseignement.

- (f) **Plan scientifique.**— Le responsable du Bureau créé en vertu de la sous-section (a), au nom du secrétaire et du directeur, supervise l'élaboration et l'exécution d'un plan scientifique visant à développer et à tester, dans la mesure du possible, des théories scientifiques pour—

- (1) expliquer les caractéristiques et les performances des phénomènes aériens non identifiés qui dépassent l'état de l'art connu de la science et de la technologie, notamment dans les domaines de la propulsion, du contrôle aérodynamique, des signatures, des structures, des matériaux, des capteurs, des contre-mesures, des armes, de l'électronique et de la production d'énergie ; et
- (2) fournir les bases d'éventuels investissements futurs dans le but de reproduire ces caractéristiques et performances avancées.

- (g) **Affectation de priorité.**— Le directeur, en consultation avec le secrétaire et sur recommandation de celui-ci, attribue un niveau de priorité approprié, dans le cadre des priorités nationales en matière de renseignement, à la nécessité de comprendre et de caractériser les phénomènes aériens non identifiés et d'y répondre.

- (h) **Rapport annuel.**—

- (1) **Exigence.**— Au plus tard le 31 octobre 2022, et ensuite chaque année jusqu'au 31 octobre 2026, le directeur, en consultation avec le secrétaire, doit soumettre aux commissions compétentes du Congrès un rapport sur les phénomènes aériens non identifiés.

- (2) **Éléments.**— Chaque rapport prévu au paragraphe (1) comprend, pour l'année couverte par ledit rapport, les informations suivantes :

- (A) Tous les événements liés à des phénomènes aériens non identifiés qui ont été signalés au cours de la période d'un an.
- (B) Tous les événements liés à des phénomènes aériens non identifiés qui ont été signalés et qui se sont produits au cours d'une période autre que cette période d'un an, mais qui n'ont pas été inclus dans un rapport antérieur.
- (C) Une analyse des données et des renseignements reçus lors de chaque événement lié à un phénomène aérien non identifié.
- (D) Une analyse des données relatives aux phénomènes aériens non identifiés collectées par le biais du—
 - (i) renseignement d'origine géospatiale ;
 - (ii) renseignement d'origine électromagnétique ;
 - (iii) renseignement d'origine humaine ; et
 - (iv) renseignement en provenance des mesures et des signatures.
- (E) Le nombre d'incidents signalés de phénomènes aériens non identifiés au-dessus de l'espace aérien restreint des États-Unis pendant la période d'un an.
- (F) Une analyse de ces incidents identifiés en vertu du sous-paragraphe (E).
- (G) L'identification des menaces potentielles, aérospatiales ou autres, que représentent les phénomènes aériens non identifiés pour la sécurité nationale des États-Unis.

- (H) Une évaluation de toute activité concernant les phénomènes aériens non identifiés qui pourrait être attribuée à un ou plusieurs gouvernements étrangers adverse.
- (I) L'identification de tout incident ou schéma-type concernant des phénomènes aériens non identifiés qui indiqueraient qu'un gouvernement étranger potentiellement antagoniste ait pu réaliser une percée capitale dans le domaine aérospatial.
- (J) Une mise à jour sur la coordination des États-Unis avec les alliés et partenaires des efforts visant à suivre, comprendre et traiter les phénomènes aériens non identifiés.
- (K) Une mise à jour de tous les efforts en cours sur la capacité de capturer ou d'exploiter les phénomènes aériens non identifiés découverts.
- (L) Une évaluation de tout effet sur la santé des personnes ayant fait une rencontre rapprochée avec des phénomènes aériens non identifiés.
- (M) Le nombre et la description d'incidents signalés de phénomènes aériens non identifiés associés à des équipements nucléaires militaires, y compris des armes nucléaires stratégiques et des navires et sous-marins à propulsion nucléaire.
- (N) En consultation avec l'administrateur de la sûreté nucléaire, le nombre et la description d'incidents signalés de phénomènes aériens non identifiés associés à des installations ou à des équipements liés à la production, au transport ou au stockage d'armes nucléaires ou de leurs composants.
- (O) En consultation avec le président de la Commission de réglementation nucléaire, le nombre et la description d'incidents signalés de phénomènes aériens non identifiés, ou de drones d'origine inconnue, associés à des centrales nucléaires, des sites de stockage de combustible nucléaire ou d'autres sites ou installations réglementés par la Commission de réglementation nucléaire.
- (P) Les noms des organisations hiérarchiques qui ont été désignées pour remplir les fonctions spécifiques visées aux paragraphes (c) et (d), et les fonctions spécifiques dont chacune de ces organisations hiérarchiques s'est vu attribuer la responsabilité principale.

(3) **Déclaration.**—Chaque rapport présenté en vertu du paragraphe (1) est présenté sous forme non classifiée, mais peut comporter une annexe classifiée.

(i) **Briefings semestriels.**—

- (1) **Exigence.**—Au plus tard 90 jours après la date de promulgation de la présente loi et au moins deux fois par an par la suite jusqu'au 31 décembre 2026, le responsable du Bureau établi en vertu de la sous-section (a) fournira aux commissions du Congrès spécifiées aux sous-paragraphes (A), (B) et (D) de la sous-section (I)(1) des *briefings* classifiés sur les phénomènes aériens non identifiés.
- (2) **Premier briefing.**—La première réunion d'information organisée en vertu du paragraphe (1) comprendra tous les incidents impliquant des phénomènes aériens non identifiés qui ont été signalés au Groupe de travail sur les phénomènes aériens non identifiés (JAPTF) ou au Bureau établi en vertu du paragraphe (a) après le 24 juin 2021, quelle que soit la date de l'incident.
- (3) **Briefings ultérieurs.**—Chaque briefing organisé après le premier décrit au paragraphe (2) comprendra, au minimum, tous les événements relatifs aux phénomènes aériens non identifiés qui se sont produits au cours des 180 jours précédents, et les événements relatifs aux phénomènes aériens non identifiés qui n'ont pas été inclus dans un briefing précédent.
- (4) **Cas pour lesquels les données n'ont pas été partagées.**—Pour chaque période d'information, le responsable du Bureau établi en vertu de la sous-section (a) doit fournir conjointement au président et au membre de la minorité de rang supérieur ou au vice-président des commissions du Congrès spécifiées aux sous-paragraphes (A) et (D) de la

sous-section (k)(1) une énumération de tous les cas dans lesquels les données relatives aux phénomènes aériens non identifiés n'ont pas été fournies au Bureau en raison de restrictions de classification de ces données ou pour toute autre raison.

- (j) **Autorisation de crédits.**— Il est autorisé d'affecter les sommes nécessaires pour mener à bien le travail du Bureau établi en vertu de la sous-section (a), notamment en ce qui concerne—
- (1) la collecte de renseignements généraux et l'analyse de ces renseignements ; et
 - (2) la défense stratégique, la défense de l'espace, la défense de l'espace aérien contrôlé, la défense des ressources terrestres, aériennes ou navales, et les objectifs connexes.
- (k) **Fin de la Task Force.**— Au plus tard à la date à laquelle le secrétaire établit le Bureau en vertu de la sous-section (a), le secrétaire met fin au groupe de travail sur les phénomènes aériens non identifiés (UAPTF).
- (l) **Définitions.**— Dans cette section:
- (1) L'expression “commissions appropriées du Congrès” désigne les commissions suivantes:
 - (A) Les comités des forces armées de la Chambre des Représentants et du Sénat.
 - (B) Les commissions des finances de la Chambre des Représentants et du Sénat.
 - (C) La commission des affaires étrangères de la Chambre des Représentants et la Commission des relations extérieures du Sénat.
 - (D) Les comités spéciaux permanents de la Chambre des Représentants et du Sénat sur la surveillance de la communauté du renseignement.
 - (2) L'expression “communauté du renseignement” a le sens qui lui est donné à la section 3 de la loi sur la sécurité nationale de 1947 (50 U.S.C. 3003).
 - (3) L'expression “organisation hiérarchique” désigne, en ce qui concerne un département ou une agence du gouvernement fédéral, une organisation qui exécute des programmes et des activités visant à faire progresser directement les fonctions et missions essentielles du département ou de l'agence dont elle dépend, mais, vis-à-vis du département de la Défense, n'inclut pas une composante du bureau du secrétaire à la Défense.
 - (4) L'expression “objets ou appareils transmédiums” désigne les objets ou appareils dont on observe une transition entre l'espace et l'atmosphère, ou entre l'atmosphère et des masses liquides, et qui ne sont pas immédiatement identifiables.
 - (5) L'expression “phénomènes aériens non identifiés” désigne—
 - (A) des objets aériens qui ne sont pas immédiatement identifiables ;
 - (B) des objets ou appareils transmédiums ; et
 - (C) les objets ou appareils immergés qui ne sont pas immédiatement identifiables et qui présentent des caractéristiques de comportement ou de performance suggérant que lesdits objets ou appareils peuvent être apparentés aux objets ou appareils décrits aux sous-paragraphes (A) ou (B).

— ANNEXE —
TEXTE DE LOI ORIGINAL EN ANGLAIS

Disponible sur le site web du Congrès des États-Unis à l'adresse :
<https://www.congress.gov/bill/117th-congress/senate-bill/1605/text>

Division A – DEPARTMENT OF DEFENSE AUTHORIZATIONS.

**SECTION XVI – SPACE ACTIVITIES, STRATEGIC PROGRAMS,
AND INTELLIGENCE MATTERS**

Subtitle E – Other matters

**Sec. 1683. Establishment of office,
organizational structure, and authorities
to address unidentified aerial phenomena.**

- (a) **Establishment of Office.**—Not later than 180 days after the date of the enactment of this Act, the Secretary of Defense, in coordination with the Director of National Intelligence, shall establish an office within a component of the Office of the Secretary of Defense, or within a joint organization of the Department of Defense and the Office of the Director of National Intelligence, to carry out the duties of the Unidentified Aerial Phenomena Task Force, as in effect on the day before the date of enactment of this Act, and such other duties as are required by this section.
- (b) **Duties.**—The duties of the Office established under subsection (a) shall include the following:
- (1) Developing procedures to synchronize and standardize the collection, reporting, and analysis of incidents, including adverse physiological effects, regarding unidentified aerial phenomena across the Department of Defense and the intelligence community.
 - (2) Developing processes and procedures to ensure that such incidents from each component of the Department and each element of the intelligence community are reported and incorporated in a centralized repository.
 - (3) Establishing procedures to require the timely and consistent reporting of such incidents.
 - (4) Evaluating links between unidentified aerial phenomena and adversarial foreign governments, other foreign governments, or nonstate actors.
 - (5) Evaluating the threat that such incidents present to the United States.
 - (6) Coordinating with other departments and agencies of the Federal Government, as appropriate, including the Federal Aviation Administration, the National Aeronautics and Space Administration, the Department of Homeland Security, the National Oceanic and Atmospheric Administration, and the Department of Energy.
 - (7) Coordinating with allies and partners of the United States, as appropriate, to better assess the nature and extent of unidentified aerial phenomena.

(8) Preparing reports for Congress, in both classified and unclassified form, including under subsection (i).

(c) **Response to and Field Investigations of Unidentified Aerial Phenomena.**—

(1) **Designation.**—The Secretary, in coordination with the Director, shall designate one or more line organizations within the Department of Defense and the intelligence community that possess appropriate expertise, authorities, accesses, data, systems, platforms, and capabilities to rapidly respond to, and conduct field investigations of, incidents involving unidentified aerial phenomena under the direction of the head of the Office established under subsection (a).

(2) **Ability to respond.**—The Secretary, in coordination with the Director, shall ensure that each line organization designated under paragraph (1) has adequate personnel with the requisite expertise, equipment, transportation, and other resources necessary to respond rapidly to incidents or patterns of observations involving unidentified aerial phenomena of which the Office becomes aware.

(d) **Scientific, Technological, and Operational Analyses of Data on Unidentified Aerial Phenomena.**—

(1) **Designation.**—The Secretary, in coordination with the Director, shall designate one or more line organizations that will be primarily responsible for scientific, technical, and operational analysis of data gathered by field investigations conducted pursuant to subsection (c) and data from other sources, including with respect to the testing of materials, medical studies, and development of theoretical models, to better understand and explain unidentified aerial phenomena.

(2) **Authority.**—The Secretary and the Director shall each issue such directives as are necessary to ensure that the each line organization designated under paragraph (1) has authority to draw on the special expertise of persons outside the Federal Government with appropriate security clearances.

(e) **Data; Intelligence Collection.**—

(1) **Availability of data and reporting on unidentified aerial phenomena.**—The Director and the Secretary shall each, in coordination with one another, ensure that—

(A) each element of the intelligence community with data relating to unidentified aerial phenomena makes such data available immediately to the Office established under subsection (a) or to an entity designated by the Secretary and the Director to receive such data; and

(B) military and civilian personnel of the Department of Defense or an element of the intelligence community, and contractor personnel of the Department or such an element, have access to procedures by which the personnel shall report incidents or information, including adverse physiological effects, involving or associated with unidentified aerial phenomena directly to the Office or to an entity designated by the Secretary and the Director to receive such information.

(2) **Intelligence collection and analysis plan.**—The head of the Office established under subsection (a), acting on behalf of the Secretary of Defense and the Director of National Intelligence, shall supervise the development and execution of an intelligence collection and analysis plan to gain as much knowledge as possible regarding the technical and operational characteristics, origins, and intentions of unidentified aerial phenomena, including with respect to the development, acquisition, deployment, and operation of technical collection capabilities necessary to detect, identify, and scientifically characterize unidentified aerial phenomena.

- (3) **Use of resources and capabilities.**—In developing the plan under paragraph (2), the head of the Office established under subsection (a) shall consider and propose, as the head determines appropriate, the use of any resource, capability, asset, or process of the Department and the intelligence community.
- (f) **Science Plan.**—The head of the Office established under subsection (a), on behalf of the Secretary and the Director, shall supervise the development and execution of a science plan to develop and test, as practicable, scientific theories to—
- (1) account for characteristics and performance of unidentified aerial phenomena that exceed the known state of the art in science or technology, including in the areas of propulsion, aerodynamic control, signatures, structures, materials, sensors, countermeasures, weapons, electronics, and power generation; and
 - (2) provide the foundation for potential future investments to replicate any such advanced characteristics and performance.
- (g) **Assignment of Priority.**—The Director, in consultation with, and with the recommendation of the Secretary, shall assign an appropriate level of priority within the National Intelligence Priorities Framework to the requirement to understand, characterize, and respond to unidentified aerial phenomena.
- (h) **Annual Report.**—
- (1) **Requirement.**—Not later than October 31, 2022, and annually thereafter until October 31, 2026, the Director, in consultation with the Secretary, shall submit to the appropriate congressional committees a report on unidentified aerial phenomena.
 - (2) **Elements.**—Each report under paragraph (1) shall include, with respect to the year covered by the report, the following information:
 - (A) All reported unidentified aerial phenomena-related events that occurred during the one-year period.
 - (B) All reported unidentified aerial phenomena-related events that occurred during a period other than that one-year period but were not included in an earlier report.
 - (C) An analysis of data and intelligence received through each reported unidentified aerial phenomena-related event.
 - (D) An analysis of data relating to unidentified aerial phenomena collected through—
 - (i) geospatial intelligence;
 - (ii) signals intelligence;
 - (iii) human intelligence; and
 - (iv) measurement and signature intelligence.
 - (E) The number of reported incidents of unidentified aerial phenomena over restricted air space of the United States during the one-year period.
 - (F) An analysis of such incidents identified under subparagraph (E).
 - (G) Identification of potential aerospace or other threats posed by unidentified aerial phenomena to the national security of the United States.
 - (H) An assessment of any activity regarding unidentified aerial phenomena that can be attributed to one or more adversarial foreign governments.
 - (I) Identification of any incidents or patterns regarding unidentified aerial phenomena that indicate a potential adversarial foreign government may have achieved a breakthrough aerospace capability.

- (J) An update on the coordination by the United States with allies and partners on efforts to track, understand, and address unidentified aerial phenomena.
 - (K) An update on any efforts underway on the ability to capture or exploit discovered unidentified aerial phenomena.
 - (L) An assessment of any health-related effects for individuals that have encountered unidentified aerial phenomena.
 - (M) The number of reported incidents, and descriptions thereof, of unidentified aerial phenomena associated with military nuclear assets, including strategic nuclear weapons and nuclear-powered ships and submarines.
 - (N) In consultation with the Administrator for Nuclear Security, the number of reported incidents, and descriptions thereof, of unidentified aerial phenomena associated with facilities or assets associated with the production, transportation, or storage of nuclear weapons or components thereof.
 - (O) In consultation with the Chairman of the Nuclear Regulatory Commission, the number of reported incidents, and descriptions thereof, of unidentified aerial phenomena or drones of unknown origin associated with nuclear power generating stations, nuclear fuel storage sites, or other sites or facilities regulated by the Nuclear Regulatory Commission.
 - (P) The names of the line organizations that have been designated to perform the specific functions under subsections (c) and (d), and the specific functions for which each such line organization has been assigned primary responsibility.
- (3) **Form.**—Each report submitted under paragraph (1) shall be submitted in unclassified form, but may include a classified annex.

(i) **Semiannual Briefings.**—

- (1) **Requirement.**—Not later than 90 days after the date of the enactment of this Act and not less frequently than semiannually thereafter until December 31, 2026, the head of the Office established under subsection (a) shall provide to the congressional committees specified in subparagraphs (A), (B), and (D) of subsection (l)(1) classified briefings on unidentified aerial phenomena.
- (2) **First briefing.**—The first briefing provided under paragraph (1) shall include all incidents involving unidentified aerial phenomena that were reported to the Unidentified Aerial Phenomena Task Force or to the Office established under subsection (a) after June 24, 2021, regardless of the date of occurrence of the incident.
- (3) **Subsequent briefings.**—Each briefing provided subsequent to the first briefing described in paragraph (2) shall include, at a minimum, all events relating to unidentified aerial phenomena that occurred during the previous 180 days, and events relating to unidentified aerial phenomena that were not included in an earlier briefing.
- (4) **Instances in which data was not shared.**—For each briefing period, the head of the Office established under subsection (a) shall jointly provide to the chairman and the ranking minority member or vice chairman of the congressional committees specified in subparagraphs (A) and (D) of subsection (k)(1) an enumeration of any instances in which data relating to unidentified aerial phenomena was not provided to the Office because of classification restrictions on that data or for any other reason.

- (j) **Authorization of Appropriations.**— There is authorized to be appropriated such sums as may be necessary to carry out the work of the Office established under subsection (a), including with respect to—
- (1) general intelligence gathering and intelligence analysis; and
 - (2) strategic defense, space defense, defense of controlled air space, defense of ground, air, or naval assets, and related purposes.
- (k) **Task Force Termination.**— Not later than the date on which the Secretary establishes the Office under subsection (a), the Secretary shall terminate the Unidentified Aerial Phenomenon Task Force.
- (l) **Definitions.**— In this section:
- (1) The term “appropriate congressional committees” means the following:
 - (A) The Committees on Armed Services of the House of Representatives and the Senate.
 - (B) The Committees on Appropriations of the House of Representatives and the Senate.
 - (C) The Committee on Foreign Affairs of the House of Representatives and the Committee on Foreign Relations of the Senate.
 - (D) The Permanent Select Committee on Intelligence of the House of Representatives and the Select Committee on Intelligence of the Senate.
 - (2) The term “intelligence community” has the meaning given such term in section 3 of the National Security Act of 1947 (50 U.S.C. 3003).
 - (3) The term “line organization” means, with respect to a department or agency of the Federal Government, an organization that executes programs and activities to directly advance the core functions and missions of the department or agency to which the organization is subordinate, but, with respect to the Department of Defense, does not include a component of the Office of the Secretary of Defense.
 - (4) The term “transmedium objects or devices” means objects or devices that are observed to transition between space and the atmosphere, or between the atmosphere and bodies of water, that are not immediately identifiable.
 - (5) The term “unidentified aerial phenomena” means—
 - (A) airborne objects that are not immediately identifiable;
 - (B) transmedium objects or devices; and
 - (C) submerged objects or devices that are not immediately identifiable and that display behavior or performance characteristics suggesting that the objects or devices may be related to the objects or devices described in subparagraph (A) or (B).
-